

Les services publics municipaux attaqués

Principaux enjeux

Au cours des années 90, le gouvernement conservateur a délesté des services aux municipalités sans transférer le financement nécessaire pour les assurer. Les villes déboursent maintenant au moins 3 milliards de dollars par année pour ces services délestés et aujourd'hui, les libéraux refusent de les payer malgré les surplus budgétaires.

Les libéraux refusent toujours aux villes un financement adéquat pour les transports en commun, les routes, les services d'urgence, le logement, les garderies, l'aide sociale, l'alphabétisation, la santé publique et l'eau, ce qui fait en sorte que les villes sont dans l'obligation de couper dans les services et de resserrer les budgets des bibliothèques, des systèmes d'eau, du recyclage, de l'enlèvement de la neige, des parcs, de la prévention des maladies et de la sécurité alimentaire.

Ces conditions mènent à la privatisation de nombreux services :

- Le manque de financement pousse les municipalités à vendre leurs services publics et à sous-traiter le travail. Les libéraux et les conservateurs encouragent les villes à avoir recours au secteur privé pour la construction et l'exploitation de centres sportifs, de bibliothèques, de centres de services ambulanciers et d'usines de traitement des eaux usées. La privatisation des services menace de bons emplois, coûte plus cher, offre de moins bons services et ne favorise pas la reddition de comptes au public qui paie pour ces services.
- Les libéraux ont envisagé de transférer le contrôle de nos systèmes d'eau à des conseils de non élus dominés par des entreprises privées. Ils refusent d'adopter des lois qui empêcheront les entreprises privées de faire d'importants profits en prélevant d'énormes quantités d'eau dans nos lacs et rivières. De plus, les libéraux ont transféré la responsabilité de la préservation de la qualité de notre eau aux municipalités, aux directions de la conservation et aux groupes de citoyens, mais sans verser l'argent nécessaire pour faire le travail.

La fiche d'évaluation des partis

Conservateurs

- Ont délesté les services provinciaux vers les municipalités sans faire suivre le financement.
- Ont créé des programmes de financement de l'infrastructure qui favorisent la privatisation et les PPP.

Libéraux

- N'ont pas renversé la tendance ni payé pour les services délestés au cours des années Harris/Eves. Ils n'ont amélioré le financement que des services ambulanciers, des transports en commun et des services de santé publique.
- Ne déclarerons pas l'eau bien commun et ne la protégerons pas des projets à but lucratif.

NPD

- Ont un plan détaillé et réaliste pour le rétablissement du financement des services qui ont été délestés.
- S'assureront que les frais imposés aux entreprises qui prélèvent de l'eau de nos lacs et rivières seront suffisamment élevés pour payer les coûts de véritables programmes de conservation et de protection.

La position du SCFP-Ontario ...

Notre choix : Seul le NPD fera en sorte que le gouvernement provincial paie pour ses propres programmes plutôt que de les faire payer par les taxes foncières des municipalités.